

Messieurs les Commissaires Enquêteurs,

On se souvient de la mobilisation en 2021 qui avait été exemplaire : plus de 1 300 observations recueillies. Une très forte mobilisation qui avait impressionné. De très nombreuses personnes avaient largement exprimé leur opposition à ce projet délirant. La préfecture avait pris acte de tous ces points et finalement refusé ce projet. Refus qui a été confirmé par la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Lyon en 2023.

Mais c'était sans compter sur l'acharnement du promoteur allemand Abo Wind qui déposait en décembre 2022 un nouveau projet, sans même attendre la décision des magistrats de la CAA de Lyon, au même endroit que le précédent, **au mépris des riverains, de l'environnement et de nos institutions qui se sont déjà clairement exprimées.**

Ce projet modifié n'est pas plus acceptable que le précédent. Certes deux machines ont été retirées et la hauteur des quatre restantes a été ramenée à 200 mètres (tour Montparnasse : 209m) au lieu de 240m initialement. Mais l'impact aussi bien environnemental que paysager est toujours inacceptable.

Ce projet n'est pas adapté à notre paysage de bocage à la biodiversité très riche et aux paysages préservés. Nous avons la chance d'avoir de très nombreux monuments historiques classés ou inscrits. Ils seront directement impactés avec ce parc en covisibilité. La richesse de notre beau département réside dans ses paysages, son histoire, son vignoble, son patrimoine.

Si la commune de Bransat profite de cette manne financière, nous en subirons les nuisances, tant visuelles que sonores ou environnementales, et ce sans la moindre contrepartie.

La partie écologique de ce projet est également très discutable. L'Autorité Environnementale régionale (MRAe) a souligné ce point dans son avis rendu début 2024. Elle indique que la méthode de calcul des économies de CO₂ attendues par ce projet est erronée. Par ailleurs le calcul ne prend pas en compte l'intermittence de l'éolien qui est doit être complémenté lors des périodes sans vent le plus souvent par des centrales thermiques au gaz comme celle de Bayet qui, rappelons-le, dégage de grandes quantités de gaz à effet de serre qui sont néfastes pour la planète.

Laisser se mettre en place le projet de Bransat ouvrira la porte à tous les autres projets sur le secteur (Le Theil Deux-Chaises, Treban, Blomard, Gipy...) en effet le même biotope et le même paysage les concernent. L'implantation d'un projet venant altérer définitivement le paysage, pourrait entrouvrir la porte pour la multiplication anarchique des parcs à proximité. Nos députés et sénateurs ont bien compris l'enjeu et s'inquiètent du développement anarchique des éoliennes dans l'Allier.

Le président du conseil départemental, Claude Riboulet, a lui-même fait voter un moratoire sur le sujet car inquiet de l'avenir touristique du département.

Des éleveurs nous ont fait part de leurs inquiétudes pour leur activité et ce au vu des nuisances sanitaires.

De nombreux habitants ayant conscience de la dépréciation de leurs biens immobiliers et d'éventuels risques pour leur santé, s'insurgent contre ce projet, porté par une société allemande AboWind, qui ne créera aucun emploi localement.

D'ailleurs la justice administrative reconnaît maintenant le syndrome éolien. En juillet 2021, la Cour d'appel de Toulouse reconnaît qu'un parc éolien a rendu malade un couple de Tarnais et condamne l'exploitant à lui verser 128 000 € de dédommagement. Plus récemment en mars 2024, la cour d'appel de Rennes condamne la société

FP Lux Wind à verser plus de 700 000 € à treize riverains. En cause : des nuisances et une dépréciation immobilière.

Enfin n'oublions pas que les éoliennes sont des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). A ce titre, elles sont considérées par l'article L512-1 du code de l'environnement comme présentant de graves dangers ou inconvénients. Cette présomption de nocivité impose au promoteur de démontrer l'innocuité de son projet. Cette preuve doit être fournie par des éléments probants et complets, rassemblés dans un dossier destiné à informer pleinement la population. Le public et l'administration doivent pouvoir vérifier la méthodologie des bureaux d'études. Il est essentiel que le public et les autorités puissent évaluer la crédibilité des mesures proposées par le promoteur pour réduire les impacts environnementaux et sanitaires. Cela permet de s'assurer que toutes les précautions sont prises pour minimiser les risques associés à l'installation des éoliennes. Dans notre cas tous ces éléments ne sont pas réunis. Trop d'informations sont manquantes ou parcellaires. L'innocuité n'est clairement pas démontrée.

Quoi qu'il en soit, ce projet a déjà été examiné une première et tout le monde ou presque était d'accord pour dire que c'était une mauvaise chose. Les quelques modifications apportées ne sont pas de nature à remettre en cause ce qui a déjà été dit. C'était un non en 2021. En 2024 c'est toujours Non !

Jean-Michel Desmon
Habitant de Laféline
Membre de l'association Cesset Nature et Patrimoine

